



CHAPITRE 63

Loi modifiant la Loi de la protection
de la santé publique

[Sanctionnée le 27 juin 1975]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit :

CHAPTER 63

An Act to amend the Public Health
Protection Act

[Assented to 27 June 1975]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1972, c.
42, s.
1, mod.

1. L'article 1 de la Loi de la protection de la santé publique (1972, chapitre 42) est modifié par l'addition, après le paragraphe *j*, des suivants :

« colonie
de va-
cances » ;

« *k*) « colonie de vacances » désigne une installation, autre qu'un établissement, où on héberge des enfants âgés de moins de 18 ans pendant une période de vacances scolaires et où sont fournis des services de loisirs et de l'équipement sportif, éducatif ou culturel ;

« appareil
de fluo-
ration ».

« *l*) « appareil de fluoration » signifie un système pouvant être joint à une usine de filtration et permettant la rectification de la teneur en fluor des eaux traitées par cette usine. »

1972, c.
42, sec.,
1vA, aa.
24a-24h,
aj.

2. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 24, de la section et des articles suivants :

« SECTION IV A

« FLUORATION DES EAUX DE CONSOMMATION

Analyse
des
eaux.

« **24a.** Le propriétaire d'une usine de filtration doit, avant le premier janvier 1976, procéder à l'analyse des eaux destinées à la consommation humaine et fournies par l'usine, pour en déterminer la teneur naturelle en fluor.

1. Section 1 of the Public Health Protection Act (1972, chapter 42) is amended by adding, after paragraph *j*, the following :

1972, c.
42, s. 1,
am.

“(*k*) “vacation camp” means any installation, other than an establishment, where children under 18 years of age are sheltered during a period of school vacation and where recreational services and sports, educational or cultural equipment are provided ;

“vacation
camp” ;

“(*l*) “fluorination device” means a system which may be installed in a filtration plant, permitting the control of fluorine concentration in the water treated by such plant.”

“fluorina-
tion
device”.

2. The said act is amended by inserting, after section 24, the following division and sections :

1972, c.
42, Div.
1vA, and
ss. 24a-
24h,
added.

“DIVISION IV A

“FLUORINATION OF DRINKING WATER

“**24a.** The owner of a filtration plant shall, before 1 January 1976, analyse the water intended for human consumption and supplied by the plant to determine its natural fluorine concentration.

Analysis
of water.

Rapport.	Un rapport portant sur cette analyse doit être adressé sans délai au ministre.	A report of such analysis must be sent without delay to the Minister.	Report.
Analyse des eaux.	« 24b. Lorsqu'une usine de filtration entre en opération après le premier janvier 1976, le propriétaire doit procéder à l'analyse des eaux fournies par l'usine, pour en déterminer la teneur naturelle en fluor, et adresser au ministre un rapport portant sur cette analyse dans les six mois de l'entrée en opération de l'usine.	« 24b. Where a filtration plant begins operations after 1 January 1976, the owner must analyse the water supplied by the plant to determine its natural fluorine concentration and send a report of such analysis to the Minister within six months of the date when the plant begins operations.	Analysis of water.
Appareil de fluoration obligatoire.	« 24c. Si la teneur naturelle en fluor des eaux de consommation fournies par une usine de filtration est inférieur à 1,2 parties par million, le propriétaire de l'usine doit y joindre un appareil de fluoration et l'opérer régulièrement de façon que les eaux fournies aient une teneur en fluor de 1,2 parties par million.	« 24c. If the natural fluorine concentration of the drinking water supplied by a filtration plant is below 1.2 parts per million, the owner of the plant must install a fluorination device in it and have it in operation regularly to obtain a fluorine concentration of 1.2 parts per million in the water supplied by such plant.	Fluorination device obligatory.
Délai d'installation.	« 24d. Dans le cas d'une usine déjà en opération le premier janvier 1976, l'appareil de fluoration doit y être joint au plus tard le premier janvier 1977.	« 24d. In the case of a plant already in operation on 1 January 1976, the fluorination device must be installed in it not later than 1 January 1977.	Delay to install device.
Idem.	Dans le cas d'une usine qui entre en opération après le premier janvier 1976, l'appareil de fluoration doit y être joint dans les douze mois de la date du rapport au ministre.	In the case of a plant beginning operations after 1 January 1976, the fluorination device must be installed in it within twelve months of the date of the report to the Minister.	Idem.
Avis au ministre.	« 24e. Le propriétaire qui joint un appareil de fluoration à une usine de filtration doit en aviser le ministre au moins six semaines avant la date prévue pour l'installation; le ministre délègue une personne pour examiner l'appareil et en surveiller l'installation.	« 24e. The owner who installs a fluorination device in a filtration plant must notify the Minister of it at least six weeks before the date provided for the installation; the Minister shall delegate a person to examine the device and supervise its installation.	Notice to Minister.
Certificat.	Le propriétaire de l'usine ne peut opérer l'appareil de fluoration avant qu'une personne déléguée par le ministre ait délivré un certificat à l'effet que l'installation est adéquate.	The owner of the plant shall not have the fluorination device in operation before a person delegated by the Minister delivers a certificate attesting to the adequacy of the installation.	Certificate.
Subvention.	« 24f. Le ministre est autorisé à verser à tout propriétaire d'une usine de filtration une subvention égale à la totalité du coût d'achat et d'installation d'un appareil de fluoration.	« 24f. The Minister is authorized to pay to the owner of a filtration plant a subsidy equal to the total of the cost of purchase and installation of a fluorination device.	Subsidy.
Sommes requises.	« 24g. Les sommes requises pour le paiement des subventions visées à l'article 24f sont prises à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.	« 24g. The amounts required for the payment of the subsidies contemplated in section 24f shall be taken out of the moneys appropriated annually for such purpose by the Legislature.	How paid.

Prolongation de délais.

« **24h.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prolonger les délais prévus à l'article 24d au bénéfice de tout propriétaire d'une usine de filtration afin de répartir l'installation des appareils de fluorisation de manière ordonnée compte tenu des ressources disponibles. »

« **24h.** The Lieutenant-Governor in Council may extend the delays provided for in section 24d for the benefit of any owner of a filtration plant so that the installation of the fluorination devices may be spread out over a reasonable period, having regard to the available resources. »

Extension of delay.

1972, c. 42, a. 25, mod.

3. L'article 25 de ladite loi est modifié par l'insertion dans la première ligne, après le mot « laboratoire », des mots « , une colonie de vacances ».

3. Section 25 of the said act is amended by inserting in the second line, after the word "laboratory", the words ", a vacation camp".

1972, c. 42, s. 25, am.

Id., a. 26, remp.

4. L'article 26 de ladite loi est remplacé par le suivant :

4. Section 26 of the said act is replaced by the following :

Id., s. 26, replaced.

Permis d'embaumement, etc.

« **26.** Nul ne peut pratiquer l'embaumement, la crémation ou la thanatopraxie s'il n'est titulaire d'un permis délivré à cette fin par le ministre.

« **26.** No person may practise embalming, cremation or thanatopraxy unless he holds a permit issued for that purpose by the Minister.

Permit obligatory.

Exception.

Un établissement peut toutefois procéder à des crémations sans être titulaire de permis dans les cas déterminés par règlement. »

An establishment may nevertheless practise cremation without holding a permit in cases determined by regulation. »

Exception.

1972, c. 42, a. 32, mod.

5. L'article 32 de ladite loi est modifié par la suppression, dans les première et deuxième lignes, des mots « de laboratoire ou de service d'ambulance ».

5. Section 32 of the said act is amended by striking out the words "laboratory permit or an ambulance service" in the first and second lines.

1972, c. 42, s. 32, am.

Id., a. 33, mod.

6. L'article 33 de ladite loi est modifié par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « de laboratoire ou de service d'ambulance ».

6. Section 33 of the said act is amended by striking out the words "laboratory permit or an ambulance service" in the third and fourth lines.

Id., s. 33, am.

Id., a. 34, mod.

7. L'article 34 de ladite loi est modifié par la suppression, dans les première et deuxième lignes, des mots « de laboratoire ou de service d'ambulance ».

7. Section 34 of the said act is amended by striking out the words "laboratory permit or an ambulance service" in the first and second lines.

Id., s. 34, am.

Id., a. 35, mod.

8. L'article 35 de ladite loi est modifié par la suppression, dans les quatrième et cinquième lignes, des mots « de laboratoire ou de service d'ambulance ».

8. Section 35 of the said act is amended by striking out the words "laboratory permits or ambulance service" in the fourth and fifth lines.

Id., s. 35, am.

Id., titre de sec. VI, mod.

9. Le titre de la section VI de ladite loi, précédant l'article 36, est modifié par la suppression des mots « RELATIVES AUX ÉTABLISSEMENTS ET AUX MÉDECINS ».

9. The title of Division VI of the said act, preceding section 36, is amended by striking out the words "RESPECTING ESTABLISHMENTS AND PHYSICIANS".

Id., title of Div. VI, am.

1972, c. 42, a. 37a, aj.

10. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 37, du suivant :

10. The said act is amended, by inserting, after section 37, the following :

1972, c. 42, s. 37a, added.

Spectacles interdits.

« **37a.** Nul ne peut présenter ou permettre que soit présenté, à des fins autres

« **37a.** No person may present or allow the presentation, for other than educa-

Shows forbidden.

qu'éducatives ou scientifiques, un spectacle mettant en évidence ou exploitant la débilité ou la maladie mentale d'un être humain participant lui-même physiquement au spectacle, ni agir comme organisateur d'un tel spectacle. »

1972, c.
42, titre
de sec.
VII, mod.

11. Le titre de la section VII de ladite loi, précédant l'article 38, est modifié par l'insertion après le mot « DÉCÈS » des mots « , D'ADOPTION ».

Id., a.
40a, aj.

12. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 40, du suivant :

Déclaration
d'adoption.

« **40a.** Le greffier du tribunal qui a rendu un jugement d'adoption ou les personnes déclarées parents adoptifs en vertu d'un jugement d'adoption prononcé hors du Québec doivent remplir une déclaration d'adoption rédigée de la manière prescrite par règlement. »

1972, c.
42, a. 47,
mod.

13. L'article 47 de ladite loi est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, des suivants :

Visite
d'usine
de filtration,
etc.

« Elle peut pénétrer dans toute usine de filtration pour vérifier le fonctionnement et l'opération de l'appareil de fluoration et dans tout milieu de travail ou centre hospitalier pour vérifier l'application des règlements adoptés en vertu des paragraphes *o*, *p* et *q* de l'article 50.

Lieu de
spectacles.

Elle peut aussi pénétrer dans tout lieu où elle a raison de croire qu'est présenté un spectacle visé à l'article 37a. »

1972, c.
42, a.
49, mod.

14. L'article 49 de ladite loi est modifié par la suppression de la deuxième phrase.

Id., a.
50, mod.

15. L'article 50 de ladite loi est modifié :

a) par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) déterminer les normes d'équipement, de fonctionnement et d'inspection des opérations des titulaires de permis d'ambulance, de colonie de vacances, de crémation, d'embaumeur ou de directeur de funérailles, les lieux où ces opérations doivent être conduites et la qualité du personnel employé; »;

tional or scientific purposes, of a show or exhibition in which the feeble-mindedness or mental illness of a human being who personally appears in the show or exhibition is put on display or exploited, or act as organizer of such a show or exhibition."

11. The title of Division VII of the said act, which precedes section 38, is amended by replacing the words "AND DEATH" in the first line, by the words "DEATH AND ADOPTION".

1972, c.
42, title
of Div.
VII, am.

12. The said act is amended by inserting, after section 40, the following :

Id., s. 40a,
added.

"**40a.** The clerk of the court which has rendered a judgment of adoption or the persons declared adoptive parents by virtue of a judgment of adoption rendered outside the province of Québec must fill out a declaration of adoption drawn up in the manner prescribed by regulation."

Declaration
of adoption.

13. Section 47 of the said act is amended by inserting after the first paragraph, the following :

1972, c.
42, s. 47,
am.

"He may also enter any filtration plant to verify the functioning and operation of the fluorination device and any work environment or hospital centre to verify the application of the regulations made pursuant to subparagraphs *o*, *p* and *q* of section 50.

Right to
enter
filtration
plant, etc.

He may also enter any place where he has reason to believe a show or exhibition contemplated in section 37a is being presented."

Place for
show.

14. Section 49 of the said act is amended by striking out the second sentence.

1972, c.
42, s. 49,
am.

15. Section 50 of the said act is amended :

Id., s. 50,
am.

(a) by replacing subparagraph *b* by the following :

"(b) determine standards regarding the equipment, functioning and inspection of the operations of holders of ambulance, vacation camp, cremation, embalmer's or funeral director's permits, the premises in which such operations are to be conducted and the qualifications of the staff employed;"

b) par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe *e*, des mot et chiffre « et 40 » par les mot et chiffres « , 40 et 40a »;

c) par l'addition, à la fin du paragraphe *k*, de ce qui suit : « et interdire la vente des catégories ou espèces d'animaux familiers qu'il indique ou l'assujettir aux conditions et aux contrôles de santé qu'il fixe »;

d) par le remplacement du paragraphe *m* par le suivant :

« *m*) confier au ministre la tâche de protéger la santé publique en cas de danger de propagation d'une maladie transmissible ou d'invasion d'insectes ou de bestioles nuisibles; »;

e) par le remplacement du paragraphe *o* par les suivants :

« *o*) indiquer les mesures que doivent appliquer les employeurs ou les personnes exerçant les fonctions qu'il identifie au sein des centres hospitaliers, pour prévenir et enrayer les problèmes de santé reliés aux personnes dans leur milieu de travail, compte tenu du genre d'activités des entreprises;

« *p*) indiquer les services de santé et d'information médicale que les employeurs doivent rendre accessibles, à leur frais, dans les milieux de travail, notamment quant aux examens d'embauche, au dépistage et aux premiers soins;

« *q*) déterminer le contenu et les normes de mise à jour des dossiers de santé que les employeurs doivent tenir sur chacun de leurs employés et qu'ils doivent rendre accessibles auxdits employés, aux enquêteurs nommés en vertu de l'article 46 et aux représentants des centres hospitaliers visés au paragraphe *o*, tout en assurant leur confidentialité envers les personnes autres que celles visées au présent paragraphe ou les tribunaux;

« *r*) faciliter l'engagement de médecins en faveur des petites et moyennes entreprises qui le désirent, pour mettre en application les dispositions visées au paragraphe *p*; »;

f) en renumérotant le paragraphe *o* qui devient *s*.

(b) by replacing the word and figure "and 40" in the second and third lines of subparagraph *e* by the word and figures ", 40 and 40a";

(c) by adding, at the end of subparagraph *k*, the following: "and prohibit the sale of the classes or species of pets he may indicate or subject such sale to the conditions and controls regarding health he may fix";

(d) by replacing subparagraph *m* by the following:

"(m) entrust the Minister with the task of protecting public health in the case of danger of the spread of a contagious disease or an invasion of noxious insects or bugs;"

(e) by replacing subparagraph *o* by the following:

"(o) indicate the measures to be applied by employers or persons serving in the capacities he identifies in hospital centres, to prevent or eradicate dangers to personal health related to the work environment, having regard to the nature of each firm's activities;

"(p) indicate the health and medical information services which must be made available by employers at their own cost in the work environment, particularly with regard to pre-employment examinations, early detection of disease and first aid;

"(q) determine the content, and norms for the keeping up to date, of the health records to be kept by employers on each of their employees and to be made available by them to such employees, to the investigators appointed under section 46 and to the representatives of the hospital centres contemplated in subparagraph *o*, while ensuring that they remain confidential with regard to persons other than those contemplated in this subparagraph or the courts;

"(r) facilitate the hiring of physicians by small and medium sized firms who wish to do so, in order to implement the provisions contemplated in subparagraph *p*;"

(f) by renumbering subparagraph *o*, to become *s*.

Analyse,
etc., par
le ministre
au cas
de refus.

« 52a. Si le propriétaire d'une usine de filtration refuse ou néglige d'analyser les eaux de consommation fournies par son usine ou d'adresser un rapport au ministre ou refuse ou néglige de joindre un appareil de fluoration ou de l'opérer conformément à la présente loi, le ministre peut faire procéder lui-même à l'analyse, à l'installation ou à l'opération et ce aux frais du propriétaire.

Dette
recouvrée.

Toute dette due par le propriétaire d'une usine de filtration en vertu du présent article peut être récupérée à titre de dette due à Sa Majesté. »

Entrée en
vigueur.

17. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

“52a. If the owner of a filtration plant refuses or neglects to analyse the drinking water supplied by his plant or to send a report to the Minister, or refuses or neglects to instal a fluorination device or to operate it in accordance with this act, the Minister may himself cause the analysis, installation or operation to be carried out at the cost of the owner.

Analysis,
etc., by
Minister
in case of
refusal.

Any debt due by the owner of a filtration plant under this section may be recovered as a debt due to Her Majesty.”

Recovery
of debt.

17. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.